

Délibération n°2026_06_05_3

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole - Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT)
- Désignation des représentants de la Commune

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU VENDREDI 5 JUIN 2026

L'an deux mille vingt six, le cinq juin, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 29 mai 2026, s'est réuni à 17h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 23

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Francine BOYER

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario Joseph MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Fabrice IRANZO - Brigitte RODRIGUEZ - Olivier BOUDET - Maryline BENEDETTI - Xavier MIRAULT - Francine BOYER - René DEROSI - Jean-Marc MALEK - Michel LITTON - Muriel POUJOL - Sandrine CLAPIER - Cyril MARCHAL - Karine BREITHEL - Benoît DELTOUR - Farah GUILLAUMONT - Magali OLOMBEL - Romain CASAS-MATEU - Liliane FELIX - Sabine COMMUNAY - Richard CHAUVET

Absents représentés :

Eric LOUVET pouvoir à Michel LITTON - Patricia NIVASSE pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Sabine COMMUNAY - Fanette VIALARD pouvoir à Richard CHAUVET - Mickaël BERGE pouvoir à Liliane FELIX

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

L'article 86 de la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre. A ce titre, le IV de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts (CGI) prévoit la création, entre l'EPCI et ses communes membres, d'une commission chargée d'évaluer le montant des charges transférées (CLECT).

Cette évaluation est un préalable nécessaire à la fixation du montant de l'attribution de compensation financière d'une commune et son EPCI. La CLECT rend ses conclusions à l'assemblée délibérante de l'EPCI lors de chaque transfert de charges.

La répartition des sièges entre les communes s'effectue selon les modalités identiques à celles de la représentation au Conseil communautaire, à la représentation proportionnelle de la population.

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT, le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Considérant que le nombre de délégués par le Conseil municipal au sein de la CLECT est égal au nombre de sièges que possède la commune au Conseil de Métropole,

Considérant que la Commune de Pérols dispose de deux sièges au Conseil de Métropole,

Considérant que la Commune a la possibilité de désigner autant de suppléants qu'elle a de titulaires,

Monsieur le Maire propose la candidature de :

- Monsieur Fabrice IRANZO : délégué titulaire
- Monsieur René DEROSI : délégué titulaire
- Madame Patricia NIVESSE : déléguée suppléante
- Madame Laurie BELTRA : déléguée suppléante

Aucune autre candidature n'est constatée.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Décider à l'unanimité de procéder à cette élection à main levée, et non à scrutin secret ;
- Désigner pour représenter la commune de Pérols au sein de la CLECT :
 - Monsieur Fabrice IRANZO : délégué titulaire
 - Monsieur René DEROSI : délégué titulaire
 - Madame Patricia NIVESSE : déléguée suppléante
 - Madame Laurie BELTRA : déléguée suppléante

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Francine BOYER



Fait à Pérols, le 8 juin 2026

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.